

# Des étrangers quittent le Burundi

**Le personnel d'agences onusiennes et de nombreux résidents étrangers quittent le Burundi «où le chaos devient la norme» décrit un Belge.**

● **Philippe LERUTH**

**A**près la trêve du week-end, les manifestations ont repris, ce lundi, à Bujumbura, dans un climat de tension extrême : dimanche, le maire de la capitale burundaise avait averti que les manifestants «seraient considérés comme des putschistes et traités comme tels». Et dans les quartiers de Cibitoke, Nyakabiga Ngagara ou Musaga, foyers traditionnels de la contestation contre la candidature à un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, l'armée était déployée en force : la police, hier, était largement invisible.

Mais équipés uniquement d'armes de guerre – et donc pas de matraques, de gaz lacrymogènes ou de boucliers – les soldats ont eu bien des difficultés face à des manifestants désarmés. De temps à autre, ils ont tiré en l'air, ou vers le sol, pour faire fuir les contestataires. Mais dès que les tirs cessaient, la manifestation revenait vers eux. En cours de journée, des barricades sont aussi apparues en divers endroits de Bujumbura.

Dans ce climat de tension exacerbée, «les États-Unis et plusieurs organisations onusiennes

ont évacué leur personnel par charter», nous a expliqué un Belge vivant dans la capitale.

Lui-même et sa compagne burundaise, avec ses deux enfants, ont décidé de partir ce mercredi, «si nous trouvons place sur un avion. Car la situation se dégrade et le chaos devient

la norme. Des dérives ne sont pas à exclure».

## Scénario rwandais ?

«Maintenant, on fait la chasse à l'homme. Qui pour être une connaissance d'un putschiste, qui pour avoir exprimé sa joie, qui pour avoir fait une déclaration»,

explique un observateur burundais. Et de nombreuses personnes peuvent être concernées, «car on a vu le peuple aspirer à la libération, d'où qu'elle vienne».

Plus pessimiste, un autre Burundais évoque le «danger d'aller tout droit au scénario du Rwanda en 1994».

Mais notre compatriote n'est pas convaincu, «parce que les oppositions au troisième mandat (de Pierre Nkurunziza) sont multiples». Elles ne passent pas nécessairement par la ligne de division ethnique entre Hutus et Tutsis burundais.

Représentant de l'Unicef au Burundi, Johannes Wenedig distingue, lui, la situation très tendue dans la capitale, de celle des régions «où notre organisation peut travailler

normalement». L'agence pour la protection de l'enfance des Nations Unies a néanmoins, par prudence, évacué ses collaborateurs indépendants, et ceux qui ne participent pas directement à ses missions essentielles.

«Notre préoccupation principale est de veiller à ce que les enfants puissent fréquenter l'école, présenter leurs examens. Et nous invitons les parties en présence à ne pas les associer à leurs manifestations», poursuit Johannes Wenedig. Sans être sûr d'être toujours entendu. ■

## Un coup d'État «téléguidé» ?

Les attaques contre les médias privés – cibles «de la milice du parti, en complicité avec les agents des services secrets», nous dit-on – ont tari les sources d'information des Burundais, «et les paysans écoutent désespérément des médias étrangers, surtout dans des langues qu'ils ne comprennent pas», pour se tenir informés.

Dans ce contexte, de multiples rumeurs circulent. L'une d'entre elles veut que le coup d'État avorté de la semaine dernière a été, «téléguidé» par le camp présidentiel. Elle se nourrit notamment du fait que le général Godefroid Niyombare, âme de ce coup d'État, est toujours en fuite, et semble introuvable.

«Selon cette rumeur, le président aurait voulu une stratégie pour arrêter les

manifestations et éviter l'humiliation de Dar es Salaam, au cours d'une réunion de chefs d'État qui n'a finalement pas eu lieu» en raison du coup d'État, nous explique un informateur burundais. Et il existerait «un plan pour arrêter les responsables des partis d'opposition et les activistes de la société civile, en les associant aux commanditaires de ce coup».

Réunis en Angola ce lundi, les pays des Grands Lacs ont condamné la tentative de coup d'État au Burundi, et défendu la «légitimité» de Pierre Nkurunziza. «Le Conseil de Sécurité (de l'ONU) doit maintenant nous envoyer des observateurs des Droits de l'homme», postule un autre interlocuteur burundais.

**Phi. Le.**

# Deux ministres limogés

Le président burundais, Pierre Nkurunziza, a limogé ce lundi deux de ses principaux ministres : le titulaire des Affaires étrangères, et le responsable de la Défense.

Pour la toute première fois depuis une cinquantaine d'années, le ministère de la Défense est ainsi occupé par un civil : ancien magistrat, Emmanuel Ntahonvukiye remplace le général Pontien Gacyubwenge.

Ce dernier a été, selon un haut cadre du Cndd-FDD, le parti au pouvoir « victime de sa

*gestion des manifestations : ses ordres semblaient contredire ceux du président ».*

Au début mai, le général Gacyubwenge avait réaffirmé la neutralité de l'armée et demandé à ce que cessent les atteintes aux droits constitutionnels des Burundais. Il avait ainsi pris le contre-pied du ministre de la Sécurité publique, Gabriel Nizigama, qui venait d'annoncer un durcissement de la répression.

Le ministre des Relations ex-

térieures, Laurent Kavakure est, lui, remplacé par l'ambassadeur du Burundi auprès de l'Union Africaine, Alain Aimé Nyamitwe. Selon le même cadre du Cndd-FDD, le ministre limogé paie pour ne pas avoir su « convaincre la communauté internationale sur les questions de l'heure » : les communautés internationale et régionale, dont l'Union Africaine, ont multiplié ces derniers mois les mises en garde contre un troisième mandat de M. Nkurunziza.

L'expérience de M. Nyamitwe sera rapidement précieuse au président burundais : les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) ont annoncé le prochain envoi d'une nouvelle mission au Burundi pour y « évaluer la situation » politique. Le président en exercice et le secrétaire général de l'organisation visiteront notamment les camps de réfugiés qui, essentiellement au Rwanda et en Tanzanie, abritent quelque 100 000 Burundais qui ont fui leur pays. ■